

Tel que prononcé

**Discours prononcé par
Son Excellence Monsieur Salifou Ouédraogo
Ministre de l'agriculture et des aménagements hydro-agricoles du Burkina Faso
à l'occasion de la
41^{ème} session de la Conférence de la FAO, Rome, Italie (22-29 juin 2019)
25 juin 2019**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Il m'est très agréable, au nom du Gouvernement et du peuple du Burkina Faso, de remercier la FAO pour toutes les dispositions qui ont été mises en œuvre afin de nous réunir ici, à Rome, à cette 41^{ème} session de la Conférence de l'Organisation.

Je suis honoré de pouvoir vous livrer la contribution de mon pays au thème de notre Conférence, à savoir «La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: Migrations, agriculture et développement rural». Mais avant d'en revenir à ce thème dont l'importance n'est plus à démontrer, permettez-moi de saisir cette opportunité qui m'est offerte pour saluer d'une manière particulière le Directeur général sortant de la FAO, M. Graziano da Silva et le féliciter pour la vision qui a conduit son action à la tête de l'Organisation pendant les huit années de son mandat. M. da Silva s'est engagé sans réserve pour la cause des populations qui souffrent le plus des changements climatiques et de la dégradation générale des conditions de production et d'alimentation dans le monde. M. da Silva, vous avez encore beaucoup à apporter au monde dans le cadre des stratégies de mise en œuvre des Objectifs de développement durable, c'est pourquoi, le Burkina Faso, par ma voix, vous exprime des vœux de santé et de succès dans toutes vos entreprises futures.

Excellences,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de traduire ici, les vives félicitations du Gouvernement et du Peuple du Burkina Faso à l'endroit de QU Dongyu pour sa brillante nomination à la tête de la FAO. Je ne doute pas un instant que la confiance que la communauté internationale des États Membres de cette grande Organisation a placée en lui portera des fruits. L'accomplissement de sa noble mission permettra de relever les nombreux défis de notre planète en matière du développement d'une agriculture durable, respectueuse du climat et de l'environnement, de lutte contre la pauvreté, de sécurité alimentaire et nutritionnelle en vue de parvenir aux objectifs «Faim zéro en 2025», de la Décennie de l'agriculture familiale en 2028, dans la mise en œuvre du Programme de développement 2030 des Objectifs de développement durable.

Monsieur le Président,

Le thème de cette 41^{ème} session de la Conférence de la FAO nous invite à réfléchir sur la question migratoire, en lien avec l'agriculture et le développement rural.

Le Burkina Faso est un pays de tradition migratoire à cause de son environnement en proie à la désertification et à cause de sa densité démographique. Les populations rurales ont toujours effectué des migrations saisonnières ou permanentes dans les pays voisins, et progressivement vers l'Afrique centrale, puis les pays du Golfe, l'Europe et les États-Unis. À cette émigration s'ajoute une migration interne de plus en plus forte poussant les populations des zones arides et semi-arides vers les territoires plus arrosés; ces dix dernières années, les populations actives, notamment des jeunes et des femmes, s'installent sur les sites aurifères, tandis que les problèmes sécuritaires liés aux attaques terroristes créent des déplacements sans précédent de populations du nord vers le centre du pays.

Les mouvements migratoires internes touchent plus de 11 000 personnes par an. Les migrations forcées des populations en proie à l'insécurité ont entraîné des déplacements internes de plus de 137 000 personnes. Le revenu tiré de l'agriculture par chaque famille se situe en moyenne entre 100 et 400 dollars US, celui de l'orpaillage par famille se situe entre 1150 et 4500 dollars US.

L'orpaillage se positionne cependant comme une menace pour l'agriculture familiale d'une part, parce qu'il pousse les jeunes à abandonner le travail agricole, et d'autre part parce que les activités d'orpaillage entraînent une dégradation profonde et dangereuse des sols et de l'environnement.

Monsieur le Président,

L'importance croissante des mouvements migratoires s'explique simplement par la situation économique, sociale et alimentaire défavorable et l'impératif pour nos populations d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie. En effet, l'insécurité alimentaire globale atteint 42 pour cent des ménages ruraux. Dans un tel contexte, la décision de migration apparaît comme une contrainte et non un libre choix. Le Gouvernement de mon pays, à travers le ministère en charge de l'agriculture, entend inverser cette tendance en prenant des mesures de valorisation de l'agriculture familiale et de l'entrepreneuriat agricole. Cela se matérialise par l'adoption d'un code d'investissement agro-sylvo-pastoral, qui offre des conditions attractives pour l'entrepreneuriat agricole, et l'adoption des décrets d'application de la Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique, qui octroie pour la première fois le statut d'agriculteurs professionnels aux acteurs du monde rural.

Nous sommes également engagé à: (i) développer et promouvoir un nouveau modèle d'exploitation agricole plus résilient et plus performant, pourvoyeur d'emplois agricoles décents aux populations rurales notamment les jeunes et les femmes; (ii) mettre en place un mécanisme de gestion des risques par le développement de l'assurance agricole afin de contenir les pertes de productions liées aux effets des changements climatiques; (iii) accorder un traitement privilégié aux femmes et aux jeunes dans la mise en œuvre des activités de subventions des intrants agricoles.

Toutes ces actions déjà lancées, nous permettront, j'en suis convaincu, d'éradiquer les effets négatifs de la migration.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Avant de terminer mon propos, permettez-moi de réitérer au nom du Gouvernement et du Peuple du Burkina Faso, mes remerciements à nos partenaires, qui ont contribué en permanence à travers leurs appuis multiformes à l'opérationnalisation de notre politique agricole et alimentaire.

J'affirme l'entière disponibilité de mon pays à participer de manière active à la mise en œuvre des Objectifs stratégiques de la FAO, pour un continent africain libéré de la faim et de la pauvreté d'ici à 2063.

Je vous remercie